Le Macronisme, une sorte de fascisme inédit

lundi 1er juin 2020, par Jacques COTTA

Sur les rayons de l'histoire, le fascisme correspond à une définition bien particulière. Il n'est pas synonyme d'autoritarisme, de discrimination ou de racisme, assimilation qui a conduit les milieux de gauche notamment à utiliser ce qualificatif à tort et à travers durant des années, quitte à en banaliser le contenu. La fascisme c'est tout autre chose que nous pouvons aujourd'hui analyser à l'aune du macronisme qui se révèle comme une sorte de fascisme totalement inédit.

Le fascisme correspond à une forme de domination du capital qui dans une situation extrême a besoin de détruire physiquement les organisations ouvrières, les syndicats, les associations, les partis, les militants. Lorsque la bourgeoisie ne parvient plus à désamorcer les contradictions explosives de la société, ce sont les bandes armées qui doivent assurer l'essentiel, la centralisation du pouvoir d'État, la destruction des conquêtes ouvrières, la liquidation des organisations ouvrières et démocratiques, l'anéantissement des syndicats, des associations, des partis. La dictature militaire et policière permet de démoraliser, de martyriser, de torturer, de harceler tout opposant. Pour exister, pour durer, pour remplir son rôle, un mouvement fasciste doit de plus obtenir le soutien actif d'une partie significative du capital. Il faut à un mouvement fasciste avoir testé son efficacité dans des épreuves de force contre le monde salarié, contre le monde ouvrier.

Aujourd'hui le fascisme à nul besoin de bandes armées chargées de détruire les organisations politiques ou syndicales pour détruire les conquêtes ouvrières. Les gouvernements qui se sont succédés, Les pouvoirs politiques, les directions successives s'en sont chargées. Les partis sont atomisés. Les syndicats sont minorés, intégrés à l'union européenne qui interdit toute réflexion ou action indépendante. L'approbation dernièrement du plan de BCE et de l'UE par les responsables de la **CGT**, de **FO**, de la **CGC** et de **l'UNSA**, sous la houlette de la **CFDT**, « pour répondre à la crise sociale consécutive à la crise sanitaire », vient confirmer le diagnostic.

Le macronisme ne dispose donc pas de bandes armées propres à tout régime fasciste. Mais la violence d'État caractérise le macronisme. Elle s'abat sur les travailleurs dés lors qu'ils expriment leurs revendications. Depuis le mouvement des Gilets jaunes, la police, mais également la justice avec la magistrature, font preuve d'un zèle digne de tout régime dans lequel les libertés démocratiques ont été bannies.

Les lois successives rabattent les libertés au compte de l'ordre social voulu, exigé par le capital. Les lois d'urgence successives, de **Hollande** à **Macron**, mais aussi leurs compléments, les lois Avia, les lois fichages, celle autorisant la gendarmerie à confectionner des listes liées aux opinions politiques ou religieuses ou celle liée au traçage téléphonique, la loi interdisant de dénoncer la violence policière, de filmer les exactions, la loi qui assure l'impunité des « bandes armées officielles », se succèdent à la vitesse de la lumière.

La crise sanitaire a été mise à contribution. L'auto régulation imposée aux citoyens, la peur du virus largement diffusée et la répression contre tout récalcitrant ont été une formidable école de la soumission volontaire que le gouvernement compte mettre à profit.

Emmanuel Macron personnifie la volonté du capital qui l'a porté au pouvoir. Peu importe le vrai, peu importe le sensé, peu importe la compétence. Ce qui compte aujourd'hui sous la macronie est le pouvoir assuré du capital contre toute tentative de remise en question, par tous les moyens, les plus

violents y compris.

Il a été de bon ton, voila plus de deux ans, pour une partie importante de l'électorat, de gauche notamment, de voter Macron, puis de le rallier, officiellement « pour éviter le danger fasciste Le Pen ». Mais il faut être lucide. Le capital a fait son choix. Il est mille fois mieux servi par Macron et consorts que par la responsable du RN. C'est Macron qui incarne le mal dénoncé hier. Les questions sociétales, PMA, GPA ou autres, mises en avant pour donner le change n'y pourront rien. Sur la domination politique, sur le rapport de classes, sur les méthodes utilisées, sur la remise en cause des libertés élémentaires, Macron occupe la fonction contre laquelle officiellement il était candidat, et pour laquelle il compte lorgner sur un deuxième mandat.

Le macronisme, une forme de fascisme inédit ? Nous y sommes, voilà tout !

Emmanuel Macron s'inscrit dans le déni de démocratie qui a vu se réaliser en France un véritable coup d'état lorsque le congrès réuni à Versailles décidait d'adopter le traité constitutionnel européen que le peuple français avait rejeté en 2005. Il en est le produit, regroupant autour de lui la gauche et la droite européiste qui préfèrent la mondialisation capitaliste aux intérêts de la nation et du peuple français.

Voila aussi pourquoi toutes les forces politiques, syndicales, associatives demeurées attachées aux libertés démocratiques et aux droits et acquis sociaux telle la santé que la macronie remet en cause aujourd'hui comme hier, devraient se rejoindre, par delà leurs divergences, pour la défense de la démocratie, des libertés, des droits et acquis sociaux, pour l'abrogation de toutes les lois qui se mettent en travers.

Jacques Cotta
Le 1er juin 2020